



FR

CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

ANNEXE

de la décision de la Commission relative à une mesure individuelle
en faveur du Fonds fiduciaire Bêkou de l'Union européenne pour la République centrafricaine
financée à partir du 11^e Fonds européen de développement

**Document d'action pour la «Résilience rurale et création d'emplois: transfert 2019
en faveur du Fonds fiduciaire Bêkou de l'Union européenne
pour la République centrafricaine»**

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Résilience rurale et création d'emplois: transfert 2019 en faveur du Fonds fiduciaire Bêkou de l'Union européenne pour la République centrafricaine Numéro CRIS: CF/FED/040-374 Financé par le 11 ^e Fonds de développement (FED)	
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	République centrafricaine L'action sera menée à l'endroit suivant: République centrafricaine.	
3. Document de programmation	Programme indicatif national (PIN) 2014-2020 pour la République centrafricaine	
4. Objectifs de développement durable (ODD)	<u>ODD principaux:</u> ODD 2: Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable - ODD 4: Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie – ODD 5: Atteindre l'égalité entre les sexes <u>ODD complémentaires:</u> ODD 7: Recourir aux énergies renouvelables. ODD 8: Permettre l'accès à des emplois décents. ODD 10: Réduire les inégalités. ODD 16: Promouvoir la justice et la paix.	
5. Secteur d'intervention/domaine thématique	Secteur 3, résilience rurale et création d'emplois	Aide publique au développement: OUI ¹
6. Montants concernés	Coût total estimé: 26 000 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 26 000 000 EUR	

¹ L'aide publique au développement «doit avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement».

7. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Gestion directe – transfert au Fonds fiduciaire Bèkou			
8. a) Code(s) CAD	311 Agriculture 730 Aide à la reconstruction et réhabilitation 430 Autres multi secteurs – 43042 Développement rural			
b) Principal canal de distribution	42000 Institution de l'Union européenne (UE)			
9. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes et émancipation des femmes et des jeunes filles	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
10. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»	S.O.			

RESUME

La République centrafricaine (RCA) dispose d'un très fort potentiel agricole, avec plus de 15 millions d'hectares de terres arables, d'abondantes ressources en eau, et d'un climat favorable. Malgré ce fort potentiel, le secteur agricole est largement sous-exploité. Le secteur a été affaibli par des décennies de sous-investissements, les pratiques agricoles sont majoritairement de subsistance, et les rendements extrêmement faibles. Les conséquences du changement climatique ont aussi un impact sur le niveau et sur la durabilité de la production agricole.

En effet, l'agriculture et l'élevage jouent un rôle majeur pour la subsistance de la population, l'emploi et l'économie de la RCA: ils emploient 75 % de la population active et représentent

presque 55 % du produit intérieur brut (PIB). Les cultures vivrières occupent environ 90 % des zones cultivées en RCA, et sont la principale source d'activité et de revenu des ménages.

La crise de 2013 a généré une profonde récession économique, causée en grande partie par l'effondrement du secteur primaire. L'arrêt des cultures, la destruction des récoltes, les vols d'actifs ou d'animaux, les pertes de stocks alimentaires, ainsi que l'accueil des déplacés par certains ménages, ont affaibli la sécurité alimentaire et nutritionnelle de ces derniers. Les effets cumulés de cette crise ont grandement affaibli les finances des ménages, forcé les populations à adopter des stratégies d'adaptation dommageables, et réduit leur résilience à long terme. Par conséquent, et malgré l'assistance humanitaire apportée, plus de 40 % de la population se trouve être encore en situation d'insécurité alimentaire aiguë à ce jour, en majorité des enfants, des femmes et des populations vivant dans des situations vulnérables.

Le soutien au développement local et rural devra donc se focaliser sur une relance durable du secteur agricole, dans une double perspective: i) axée sur l'agriculture de subsistance, comme moyen de réduire l'insécurité alimentaire, la malnutrition, et d'accroître la résilience des populations vulnérables, ainsi que ii) axée sur l'accroissement de la productivité, avec un appui à la diversification productive et les filières de production/chaînes de valeur les plus prometteuses, selon les caractéristiques particulières de chaque territoire.

Les actions accompagneront l'accord de paix signé à Bangui le 6 février 2019 et permettront de répondre à la situation de fragilité et aux besoins de relèvement de la population afin qu'elle puisse bénéficier des dividendes de la paix, en intervenant dans des zones géographiques jusque-là inaccessibles en raison de l'insécurité et en favorisant ainsi la stabilisation du contexte sécuritaire centrafricain. En outre, la synergie avec les actions des autres donateurs ainsi que la complémentarité avec les réponses d'urgence mise en œuvre par les acteurs humanitaires seront assurées.

L'objectif général de cette action est de favoriser une dynamique de croissance durable et de création d'emplois dans les secteurs productifs en RCA. Les objectifs spécifiques sont 1) appuyer l'agriculture de subsistance pour réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition; 2) promouvoir les filières de production/chaînes de valeur les plus prometteuses et résilientes aux changements climatiques en fonction du contexte local; et 3) renforcer les capacités techniques et professionnelles de la main d'œuvre pour mieux répondre aux besoins économiques et aux réalités sociales au niveau des filières agricoles.

Afin de répondre à ces multiples défis, il est envisagé de fournir un appui de **26 000 000 EUR**, en s'appuyant sur les acquis des programmes sectoriels du Fonds fiduciaire Bêkou, instrument privilégié de mise en œuvre des interventions du secteur 3 du programme indicatif national (PIN) «résilience rurale et création d'emplois». Ce montant fait partie des fonds additionnels promis par l'Union européenne dans le cadre de l'extension du Fonds Bêkou – créé en 2014 pour 60 mois jusqu'en juillet 2019 et prolongé pour 18 mois jusqu'à la fin de 2020 – auxquels s'ajoute une augmentation financière de 9 000 000 EUR effectuée en août 2019 en faveur du programme de transfert du PIN au Fonds Bêkou en cours (FED/2018/40373).

1 ANALYSE DU CONTEXTE

1.1 Description du contexte

La RCA dispose d'un très fort potentiel agricole, avec plus de 15 millions d'hectares de terres arables, d'abondantes ressources en eau, et d'un climat favorable. Malgré ce fort potentiel, le

secteur agricole est largement sous-exploité². Le secteur a été affaibli par des décennies de sous-investissements, les pratiques agricoles sont majoritairement de subsistance, et les rendements extrêmement faibles. Les conséquences du changement climatique ont aussi un impact sur le niveau et sur la durabilité de la production agricole.

Suite à la crise de 2013, l'économie de la RCA a connu une contraction d'environ 35 % de son PIB. La crise a généré une profonde récession économique, causée en grande partie par l'effondrement du secteur primaire. L'arrêt des cultures, la destruction des récoltes, les vols d'actifs ou d'animaux, les pertes de stocks alimentaires, ainsi que l'accueil des déplacés par certains ménages, ont affaibli la sécurité alimentaire et nutritionnelle de ces derniers. Ceci a eu pour conséquence de réduire de 70 % la production de céréales, de 50 % le nombre de bovins et de petits ruminants, et de 40 % le secteur de la pêche.

En outre, une des conséquences majeures du conflit a été d'engendrer une surexploitation et des conflits autour des ressources naturelles – notamment entre éleveurs et agriculteurs. En affaiblissant les institutions chargées de réguler la gestion des ressources naturelles et en attisant les conflits intercommunautaires, la crise a exacerbé les conflits liés à l'accès aux terres cultivables, aux pâturages et à l'eau. Il est donc indispensable d'appuyer une gestion intégrée et durable des ressources naturelles sur l'ensemble de la RCA, ainsi que d'appuyer les mécanismes de médiation et de gestion des conflits locaux.

Les effets cumulés de cette crise ont grandement affaibli les finances des ménages, forcé les populations à adopter des stratégies d'adaptation dommageables, et réduit leur résilience à long terme. Par conséquent, et malgré l'assistance humanitaire apportée, plus de 40 % de la population se trouve être encore en situation d'insécurité alimentaire aiguë à ce jour. Pour renforcer la résilience de la population centrafricaine, il est donc urgent de redynamiser le développement agricole du pays, le développement endogène, l'accès aux services énergétiques modernes ainsi que la formation professionnelle. Le manque de formation adaptée, et notamment de formation technique, est un frein majeur au développement de plusieurs secteurs. Le taux d'insertion professionnelle des diplômés du supérieur est extrêmement faible: selon l'Agence centrafricaine pour la formation professionnelle et l'emploi (ACFPE) il serait de 13 % seulement.

Les structures travaillant dans le système d'appui/conseil et recherche agricole - niveau méso - telles que l'agence centrafricaine de développement agricole (ACDA), l'institut centrafricain de recherche agronome (ICRA), l'agence nationale de développement de l'élevage (ANDE), la fédération nationale des éleveurs centrafricains (FNEC) et la chambre d'agriculture ont aussi été durement affectés par la crise. Cependant ces structures jouent un rôle capital pour soutenir la structuration des organisations paysannes, le renforcement des capacités de leurs compétences et capacités techniques, l'appui conseil dans toutes les phases de la production à la commercialisation aussi bien que l'accès à des intrants fondamentaux (produits vétérinaires, semences, crédit). Le dysfonctionnement de ces institutions ne pourra

² Le Programme national d'investissement agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN) analyse qu'en 2013 seules 5,3 % des terres arables disponibles étaient exploitées, et seuls 9 millions d'hectares de terres de pâturage sur 16 millions disponibles étaient utilisées pour l'élevage du bétail. De plus, en 2014, la production agricole centrafricaine a baissé de 58 % par rapport à la moyenne avant le coup d'état de la Séléka. (RCPCA 2016). Enfin, en 2019, la sous-production de manioc, aliment de base de la population centrafricaine qui le consomme soit sous forme de farine cuite sculptée en boule («gozo») soit en tubercule détremée puis bouillie («chikouang»), due à l'impossibilité d'aller au champ en raison des violences sexuelles, provoque une flambée des prix: de 2500 XAF à 5000 XAF la bassine à Bangui, et jusque 7000 XAF dans l'arrière-pays. Source: Forum des femmes leaders de Centrafrique. Une bassine de manioc permet de faire vivre une famille de 10 personnes pendant presque trois jours.

qu'aggraver la productivité du système agropastoral, le bien-être des paysans et des éleveurs. Concernant la production agricole, malgré une très légère augmentation depuis 2014, les pourcentages se situent globalement entre 10 % et 20 % en dessous de leurs niveaux d'avant la crise.

La RCA est un pays fragile situé dans une région instable, marqué par une crise à caractère multidimensionnel – notamment politique, humanitaire, sécuritaire et développementale. Cependant, une stabilisation progressive de la situation sécuritaire est attendue sur l'ensemble du pays, suite à l'accord de paix signé à Bangui le 6 février 2019 entre gouvernement et groupes armés. Cela devrait permettre de mettre en œuvre de nouvelles actions pertinentes dans les zones précédemment occupées par les groupes armés, tout en appuyant le redéploiement de l'État et la réhabilitation des structures décentralisées. L'accord de paix offre une chance historique à la RCA de sortir de cette crise, à terme et à condition que l'État puisse redéployer son autorité dans les zones isolées du pays et de redonner à la population de l'espoir dans le pouvoir public.

Le soutien au développement local et rural devra donc se focaliser sur une relance durable du secteur agricole, dans une double perspective: i) axée sur l'agriculture de subsistance, comme moyen de réduire l'insécurité alimentaire, la malnutrition, et d'accroître la résilience des populations vivant dans des situations de vulnérabilité, ainsi que ii) axée sur l'accroissement de la productivité, avec un appui à la diversification productive et les filières de production/chaînes de valeur les plus prometteuses, selon les caractéristiques particulières de chaque territoire.

Afin de répondre à ces multiples défis, tels que la situation de fragilité et les besoins de relèvement de la population afin qu'elle puisse bénéficier des dividendes de la paix, en profitant d'une meilleure stabilité et en s'appuyant sur les acquis des programmes thématiques et des projets de sécurité alimentaire et agropastoraux mis en œuvre à travers le Fonds Bêkou, il est envisagé de fournir un **appui de 26 000 000 EUR**.

Le **Fonds fiduciaire Bêkou** – créé en 2014 pour 60 mois (jusqu'en juillet 2019) et prolongé pour 18 mois (jusqu'à la fin de 2020) – est l'instrument privilégié de l'UE pour la mise en œuvre de ces interventions, en ligne avec le secteur 3 du programme indicatif national (PIN) «résilience rurale et création d'emplois».

Ce montant fait partie des fonds additionnels promis par l'Union européenne dans le cadre de l'extension du Fonds Bêkou auxquels s'ajoute une augmentation financière de 9 000 000 EUR effectuée en août 2019 en faveur du programme de transfert du PIN au Fonds Bêkou en cours (FED/2018/40373).

1.2 Cadre stratégique de l'action (mondial, l'UE)

Le relèvement et la stabilisation de la RCA constituent la priorité nationale. Le Forum de Bangui, organisé en mai 2015, a constitué une étape charnière dans le processus de réconciliation nationale à travers notamment la rédaction du pacte 3 républicain pour la paix, la réconciliation nationale et la reconstruction.

À la suite du Forum de Bangui, le Gouvernement centrafricain avec le soutien de l'Union européenne et du Système des Nations unies a adopté un plan national de relèvement et de consolidation de la paix en Centrafrique (RCPCA), document stratégique qui a été présenté à la communauté internationale lors de la Conférence de Bruxelles, le 19 novembre 2016. Ce plan a suscité l'intérêt de la communauté internationale, qui s'est engagée à le financer à hauteur de 2 200 000 000 USD.

Entre temps, le Fonds fiduciaire Bêkou a été signé entre la Commission, au nom de l'Union européenne et trois de ses États membres, à savoir la France, l'Allemagne et les Pays-Bas («membres fondateurs») en juillet 2014. Le Fonds fiduciaire Bêkou est ouvert aux contributions d'autres États membres de l'UE et de pays tiers. L'Italie et la Suisse se sont jointes le 18 novembre 2015 («membres contributeurs»).

L'objectif du Fonds fiduciaire Bêkou est de préparer la transition de la réponse d'urgence à l'aide au développement à plus long terme grâce à une approche «associer l'aide, la réhabilitation et le développement» (LRRD en anglais).

Suite à l'extension du Fonds Bêkou (qui a été prolongé de 18 mois jusqu'en décembre 2020), des interventions en appui au processus de paix seront aussi prises en considération avec un plus fort accent sur le développement local, la résilience des communautés et la réconciliation, dans une logique d'inclusion des régions partiellement écartées par des raisons sécuritaires.

L'action s'aligne sur les priorités et les objectifs du plan d'action pour l'égalité de l'UE (GAP II), notamment la priorité 3 pour l'autonomisation économique et sociale des femmes et des filles, et plus particulièrement l'objectif 13 «égalité quant à l'accès des filles et des femmes à tous les niveaux d'une éducation de qualité et à une formation professionnelle non discriminatoire»³.

1.3 Analyse des politiques publiques du pays partenaire

La Commission a adopté le programme indicatif national⁴ entre l'Union européenne et la République centrafricaine pour la période 2014-2020, qui s'aligne avec le RCPCA, le cadre de référence pour la coopération du pays avec ses partenaires au développement. En particulier, les trois secteurs d'intervention prioritaires sont les suivants: (1) gouvernance économique et services sociaux, notamment l'éducation; (2) réforme du secteur de sécurité et gouvernance démocratique; (3) résilience rurale et création d'emplois.

La mesure décrite ci-après, financée par le 11^e Fonds européen de développement (FED), vise à la résilience rurale et la création d'emplois en République centrafricaine à travers le Fonds fiduciaire Bêkou.

1.4 Analyse des parties prenantes

Les parties prenantes pour cette action peuvent inclure le secteur privé, la société civile, les organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales, les autres acteurs non étatiques, des services de l'État, et/ou des organisations internationales et/ou des agences de développement des États membres.

1.5 Analyse des problèmes/domaines d'appui prioritaires

L'agriculture et l'élevage jouent un rôle majeur pour la subsistance de la population, l'emploi et l'économie de la RCA: il emploie 75 % des actifs, fournit plus de 75 % de la consommation alimentaire, et représente presque 55 % du PIB. Les cultures vivrières occupent environ 90 % des zones cultivées en RCA, et sont la principale source d'activité et de revenu des ménages.

³ https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/gap_ii-staff-working-document-gender-2016-2020-20150922_en.pdf

⁴ Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la République centrafricaine C(2017)2747 du 27.04.2017.

Les effets cumulés de cette crise ont grandement affaibli les finances des ménages, forcé les populations à adopter des stratégies d'adaptation dommageables, et réduit leur résilience à long terme. Par conséquent, et malgré l'assistance humanitaire apportée, plus de 40 % de la population se trouve être encore en situation d'insécurité alimentaire aiguë à ce jour. Pour renforcer la résilience de la population centrafricaine, il est donc urgent de redynamiser le développement agricole du pays, le développement endogène, l'accès aux services énergétiques modernes ainsi que la formation professionnelle.

Les structures travaillant dans le système d'appui/conseil et recherche agricole - niveau méso - telles que l'agence centrafricaine de développement agricole (ACDA), l'institut centrafricain de recherche agronome (ICRA), l'agence nationale de développement de l'élevage (ANDE), la fédération nationale des éleveurs centrafricains (FNEC) et la chambre d'agriculture ont aussi été durement affectés par la crise. Cependant ces structures devraient jouer un rôle capital pour soutenir la structuration des organisations paysannes, le renforcement des capacités de leurs compétences et capacités techniques, l'appui conseil dans toutes les phases de la production à la commercialisation aussi bien que l'accès à des intrants fondamentaux (produits vétérinaires, semences, crédit). Le dysfonctionnement de ces institutions ne pourra qu'aggraver la productivité du système agropastoral, le bien-être des paysans et des éleveurs.

Le soutien au développement local et rural devra se focaliser sur une relance durable du secteur agricole, dans une double perspective: i) axée sur l'agriculture de subsistance, comme moyen de réduire l'insécurité alimentaire, la malnutrition, et d'accroître la résilience des populations vivant dans situations vulnérables, ainsi que ii) axée sur l'accroissement de la productivité, avec un appui à la diversification productive et les filières de production/chaînes de valeur les plus prometteuses, selon les caractéristiques particulières de chaque territoire.

En outre, il est essentiel d'assurer la complémentarité de ces actions avec les réponses d'urgence mise en œuvre par les acteurs humanitaires.

2 RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque ⁵	Mesures d'atténuation
<p>Risque politique:</p> <ul style="list-style-type: none"> - risque de non-respect des droits de l'Homme, de poursuite des violences intercommunautaires, - risque de non-respect des prévisions de l'accord de paix signé à Bangui le 6 février 2019, et crise politique aggravée, - risque lié au désarmement des groupes combattants et à la mise en œuvre du «désarmement, démobilisation, réintégration, et réinsertion (DDRR)». 	E	<ul style="list-style-type: none"> - utiliser toute la flexibilité du Fonds Bêkou pour répondre de manière adaptée au contexte de crise, - dialogue renforcé des partenaires avec les autorités, - soutien à l'exigence de respect de la constitution et de justice, - déploiement de la Cour pénale spéciale (CPS), - soutien à la vulgarisation de l'accord de paix - financement du DDRR.
<p>Risque en matière de développement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - risque lié à la sécurité des biens et des personnes et notamment en province, et des communautés vivant dans situations vulnérables, - risque lié aux capacités humaines et institutionnelles, - risque lié à la refonte du cadre des affaires sur le développement du secteur privé, -risque lié au manque de stratégie spécifique et résistances (sociales et culturelles) pour l'intégration des filles et des femmes ainsi que des groupes en situations vulnérables (personnes ayant un handicap par exemple) dans les actions. 	M	<ul style="list-style-type: none"> - contribuer au dispositif de suivi de la mise en œuvre du plan de relèvement et consolidation de la paix en Centrafrique (RCPCA), - veiller à la cohérence des politiques des autres bailleurs de fond avec les stratégies nationales, - appuyer les efforts du gouvernement pour la réforme du secteur, - renforcer l'interpénétration des politiques du gouvernement et des dispositifs d'aide relevant du PIN 11^e FED, - veiller à la participation des populations et de la société civile (notamment des couches les plus vulnérables) aux décisions politiques et aux programmes de développement. <p>L'action veillera à mettre en place des mesures spécifiques pour l'inclusion des femmes, des filles et des groupes dans des situations vulnérables:</p> <ul style="list-style-type: none"> - sensibilisation et formation des acteurs concernés, - accompagnement par des expertises genre et diversité.

⁵ Élevé (E), moyen (M), faible (F).

Hypothèses
<ul style="list-style-type: none"> - maintien global de la paix civile et de la sécurité et réduction progressive des forces négatives sur l'ensemble du territoire national, - poursuite et intensification du dialogue politique et technique avec les autorités, - mobilisation effective des promesses faites par les partenaires extérieurs lors de la Conférence de 2016 à Bruxelles, - déploiement et renforcement effectif des mesures d'accompagnement, assistances techniques, études et formulation d'outils adaptés au contexte centrafricain.

3 ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE

3.1 Enseignements tirés

Pour répondre globalement à ce problème de décapitalisation de l'élevage et à l'arrêt des activités agricoles, plusieurs projets (financés par la Direction générale protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes (ECHO), le *Department for International Development* du Royaume-Uni (DFID), le *Common Humanitarian Fund* (CHF), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (*Food and Agriculture Organisation* - FAO), la *Swiss agency for development and cooperation* (SDC), l'Ambassade de France, le Programme alimentaire mondial (PAM), la Banque africaine de développement (BAD)) se sont focalisés sur des projets d'appui «en kit (ou cash/voucher)» orientés à la recapitalisation rapide d'un minimum de capacités (matérielles surtout) des producteurs et qui globalement s'inscrivent dans la logique des «moyens d'existence».

Ces projets ont permis de recapitaliser les acquis des ménages mais n'ont pas pu travailler sur une approche plus holistique (filiales/chaîne de valeur) afin de poser des jalons susceptibles de favoriser la pérennisation des interventions sur le terrain.

En effet, l'approche dominante depuis fin 2013 (qui s'adapte à une réponse d'urgence ou post urgence) a été celle de répondre directement, via des ONG nationales et internationales, aux besoins exprimés par les groupes cibles (distribution des semences, de cash, de vivres) plutôt que de contribuer à la mise en place des services/mécanismes susceptibles d'assurer un accès durable et à moindre coût aux inputs (semences, formations, géniteurs, services financiers, produits vétérinaires) demandés par les acteurs agropastoraux.

Avec un retour à l'ordre constitutionnel, et en prenant en compte le fait que certaines zones du pays demeurent stables et la stabilisation progressive des autres zones, on pourrait capitaliser sur les acquis de l'approche «associer l'aide, la réhabilitation et le développement» (LRRD en anglais) en investissant sur une réponse aux besoins des communautés qui puisse: i) être soutenue par une pleine implication des acteurs nationaux, ii) s'appuyer sur la mise en place de services, iii) valoriser les possibles synergies et partenariats avec le secteur privé et iv) s'inscrire dans la pérennisation des acquis.

Certaines approches, modèles et initiatives ont fait leurs preuves aussi dans cette phase de post urgence et mériteraient d'être davantage utilisées ou améliorées. Il s'agit des initiatives suivantes:

- le renforcement des capacités de l'institut centrafricain de recherche agronome (ICRA), dans le domaine de l'accès aux semences,
- l'appui aux maraîchers de Bangui, dans le domaine de la structuration des unions de maraîchers,

- la mise en place de plateformes multifonctionnelles dans le domaine de la valorisation des produits agricoles et l'accès à l'énergie en milieu rural,
- la caisse de résilience pouvant favoriser en même temps la cohésion sociale, l'accès à l'épargne et le crédit et l'appui technique aux paysans,
- les actions développées dans le cadre du projet «Pôles de développement» en termes de gouvernance locale,
- les campagnes de vaccination et l'appui aux pharmacies vétérinaires comme éléments de base pour une stratégie de santé animale,
- la redynamisation des centres ruraux d'éducation et formation (CREF) comme expérience dans le domaine de la formation rurale et communautaire,
- l'initiative «achats au service du progrès» (P4P) du PAM dans le cadre de la commercialisation des produits vivriers.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

L'Union européenne intervient déjà dans le domaine du développement local, le redéploiement de l'administration locale, la gestion durable des espaces protégés, le désenclavement, l'eau et l'assainissement et la sécurité alimentaire, à travers le FED (programmes nationaux et régionaux) et à travers ECHO. La complémentarité avec les actions menées par FPI, notamment celles financées par IcSP, dans les mêmes zones d'interventions du Fonds Bêkou sont aussi recherchées.

Dans un premier temps, le Fonds Bêkou avait financé le «Programme de relance économique et d'autonomisation des acteurs» (13 000 000 EUR), mais aussi le «Programme d'appui à la production alimentaire pour la résilience et la cohésion sociale» (10 000 000 EUR) et le «Programme Ecofaune+» (5 500 000 EUR). En 2018, le «Programme de résilience rurale et création d'emplois» (18 000 000 EUR), ainsi que les projets «Désenclavement de régions en RCA» (7 000 000 EUR) et «Eau pour la paix, eau pour la vie» (11 000 000 EUR) ont démarré. Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la France sont également actifs, notamment dans le domaine du redéploiement de l'administration. L'Allemagne fournit un appui dans les domaines du développement rural et de l'environnement. Les nouvelles interventions capitaliseront sur les expériences passées et des synergies seront recherchées avec les actions en cours.

Dans le cadre du RCPCA, la mise en œuvre des coordinations techniques aux niveaux des piliers est en pleine phase de mise en œuvre. Les actions seront coordonnées avec les partenaires du groupe de travail du pilier 3 «assurer le relèvement économique et la relance des secteurs productifs» et du pilier 2 «renouveler le contrat social entre l'État et la population», tels que décrit dans le cadre de coordination proposé dans le chapitre 5 du RCPCA. Dans le cadre du pilier 2, le volet «sécurité alimentaire et résilience» est facilité par le ministère de l'agriculture avec le PAM et la FAO. Dans le pilier 3, le groupe thématique «agriculture et élevage» est facilité par le ministère de l'agriculture et la FAO. Une coordination accrue avec les acteurs humanitaires, notamment ECHO, sera assurée.

En 2016, un atelier important de coordination entre bailleurs de fonds travaillant dans les domaines agropastoraux (AFD, BM, BAD, Ambassade de France), a eu lieu pour restituer les premiers inputs suite à la mission de préparation de la prochaine fiche d'action «sécurité alimentaire» du Fonds Bêkou. En 2018, le colloque intitulé «le développement agricole en Centrafrique» a réuni les parties prenantes du secteur afin de mettre en évidence les enjeux agropastoraux et les modes de coopération en contexte de crise chronique.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectif général, objectif(s) spécifique(s), produits attendus et activités indicatives

En lien avec le RCPCA, et conformément au programme indicatif national (PIN), l'objectif général de cette action est de **favoriser une dynamique de croissance durable et de création d'emplois dans les secteurs productifs en RCA.**

Les objectifs spécifiques sont:

OS 1: l'agriculture de subsistance pour réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition est appuyée (en lien avec le pilier 2 du RCPCA).

OS 2: les filières de production/chaînes de valeur les plus prometteuses et résilientes aux changements climatiques sont promues en fonction du contexte local (en lien avec le pilier 3 du RCPCA).

OS 3: les capacités techniques et professionnelles de la main d'œuvre répondent mieux aux besoins économiques et aux réalités sociales au niveau des filières agricoles (en lien avec le pilier 3 du RCPCA).

Les produits escomptés sont les suivants:

P1.1: les capacités de résilience alimentaire des populations vulnérables sont renforcées.

P2.1: les outils favorisant une résilience de la productivité agricole sont en place.

P3.1: les formations techniques et professionnelles répondent mieux aux besoins des filières agricoles.

Principales activités

P1.1: les capacités de résilience alimentaire des populations vivant dans situations vulnérables sont renforcées.

Les activités dans ce domaine valoriseront les potentialités du secteur primaire (agriculture, élevage, pêche, aquaculture) afin d'améliorer la capacité de résilience des agriculteurs de subsistance et relancer durablement le développement rural. Ceci se fera moyennant: la promotion des politiques nationales holistiques sur le secteur agricole, la facilitation de l'accès aux moyens de production, la promotion de la recherche et le développement appliqués, et une sensibilisation des populations aux questions de malnutrition.

Concernant les moyens de production, il s'agira de soutenir l'accès, la production locale d'intrants agro-pastoraux et halieutiques et de faciliter l'accès à une mécanisation agricole adaptée ou/et à la traction animale. Des interventions viseront également le soutien de la production durable de produits forestiers non-ligneux (PFNL).

En ce qui concerne la recherche appliquée, il s'agira d'appuyer les institutions telles que les centres régionaux polyvalents de recherche (CRPR), stations de recherche, points d'appui et laboratoires universitaires. Il s'agira également d'appuyer l'élaboration d'études, tels que des cartographies d'unités de paysages ou/et des potentialités des zones agro-écologiques, ou des études de marchés des cultures prioritaires d'exportation et de substitution aux importations, parmi d'autres.

Pour les communautés rurales, il s'agira de continuer à appuyer leurs capacités organisationnelles à travers notamment des «caisses de résilience», des systèmes intégrés de «champs-écoles-paysans» et des groupes d'agri-multiplicateurs produisant des semences améliorées, entre autres, et/ou utilisant des cultures et variétés résistantes au changement climatique. Un accent sera mis sur la sensibilisation à la gestion durable des ressources naturelles et à l'efficacité énergétique, y compris l'atténuation des impacts sur le changement

climatique et des stratégies d'adaptation, ainsi que sur des bonnes pratiques de nutrition. Ces activités vont aussi promouvoir la cohésion sociale, la culture de l'épargne et du crédit, et le partage des bonnes pratiques.

P2.1: les outils favorisant une productivité agricole résiliente sont en place.

Les activités dans ce domaine seront axées sur l'accroissement de la productivité, avec un appui à la diversification productive et aux filières de production/chaînes de valeur les plus prometteuses, selon les caractéristiques particulières de chaque territoire, grâce notamment à des actions de transformation agro-alimentaire et de commercialisation, ainsi qu'au renforcement des capacités organisationnelles des communautés rurales et de leur potentiel de développer les filières de production, avec une attention particulière à celles résilientes aux changements climatiques, et la diversification économique. Un appui aux ministères compétents sera envisagé afin de renforcer leurs capacités, faciliter l'adoption et le suivi des politiques nationales pertinentes, ainsi qu'assurer la coordination des différentes activités.

Les activités viseront également à améliorer le climat des investissements pour faciliter l'intégration économique de la filière agricole dans le tissu agroalimentaire du pays. La structuration des coopératives rurales et le renforcement de leurs capacités organisationnelles et productrices constituera un élément important de ce soutien. La redynamisation du secteur de microfinance en appui aux producteurs et éleveurs devrait permettre de renforcer la productivité agricole.

Les activités viseront également à construire des infrastructures rurales et microréalizations qui permettent d'améliorer la production, transformation, distribution et commercialisation des produits, afin de favoriser le développement endogène et les échanges commerciaux. En particulier, il s'agira de réaliser des actions dans les domaines suivants: (i) transport, (ii) énergie, (iii) accès à l'eau et irrigation, (iv) transformation et commercialisation. Les réalisations permettant un travail à haute intensité de main-d'œuvre seront favorisées. Toute planification de nouvelles infrastructures y compris dans leur dimensionnement devra prendre en compte les aspects de pertinence, efficience/efficacité, impact et durabilité du point de vue non seulement économique, mais aussi social et environnemental (services écosystémiques, biodiversité, climat...).

Les infrastructures de transport devront permettre d'améliorer l'accès aux marchés tout en préservant les zones protégées. Il conviendra d': élaborer un schéma directeur des infrastructures de transport y compris fluvial, élaborer des études de faisabilité et d'impact, redéfinir la politique d'entretien des infrastructures. Ponctuellement, il s'agira aussi de réhabiliter certaines routes nationales, pistes rurales, infrastructures fluviales et ouvrages d'art (ponts).

L'électrification rurale devra promouvoir l'accès aux services et relancer les industries de transformation. Il s'agira de réhabiliter et renforcer les capacités de production décentralisée dans les villes de province et en milieu rural, notamment grâce aux énergies renouvelables ainsi que l'utilisation de systèmes énergétiques autonomes (systèmes solaires domestiques, microcentrales hydroélectriques, biomasse...). Il s'agira aussi de promouvoir une utilisation rationnelle du bois-énergie (fours de cuisson efficaces, etc.).

Les infrastructures d'irrigation devraient améliorer la productivité du secteur primaire, mais pour cela il conviendrait d'accompagner une stratégie en matière d'aménagements ruraux et d'irrigation pour améliorer la gestion durable de l'eau.

Les infrastructures de transformation et de commercialisation dynamiseront les chaînes de valeur locales. Il s'agira de fournir des kits de transformation des produits, mais aussi d'investir dans les infrastructures telles que des plateformes multifonctionnelles, des marchés

à bétail, des aires d'abattage, les bassins de rouissage, des aires de séchage, des boutiques d'intrants ou de pièces de rechange, des fours de séchage (poissons, mangue et autres fruits), etc.

P3.1: la qualité et la pertinence des formations techniques et professionnelles répond mieux aux besoins des filières agricoles.

Les activités dans ce domaine viseront à renforcer le capital humain à travers une formation professionnelle de qualité, en vue d'améliorer la productivité et fournir la main d'œuvre adaptée aux besoins du secteur agricole, ainsi qu'à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes (y compris les jeunes non-scolarisés et les ex-combattants). Les actions porteront dans les domaines de (i) la réhabilitation d'établissements de formation, ainsi que (ii) la formation, la mise à niveau et le recyclage des formateurs, (iii) la promotion d'activités génératrices de revenus (agricoles ou non-agricoles) en milieu rural et périurbain afin de renforcer la résilience des communautés locales et (iv) faciliter l'accès au crédit des jeunes agriculteurs. Les formations devront tenir compte d'aspects tels que l'agriculture résiliente au changement climatique, ou la durabilité des activités (par exemple en lien avec l'introduction de panneaux solaires). En outre, l'accent sera mis sur l'appui à la jeunesse entrepreneuriale et le renforcement de leurs capacités.

4.2 Logique d'intervention

Dans la même logique que pour les interventions en cours, le Fonds contribuera au relèvement économique et social, en appuyant l'agriculture et ses chaînes de valeur, et à la création d'emploi. Des interventions en appui au processus de paix seront aussi prises en considération avec un plus fort accent sur le développement local, la résilience des communautés et la réconciliation, dans une logique d'inclusion des zones géographiques jusque-là inaccessibles en raison de l'insécurité. Enfin, la synergie avec les actions des autres bailleurs ainsi que la complémentarité avec les réponses d'urgence mise en œuvre par les acteurs humanitaires seront assurées.

Les actions relatives à ce secteur seront mises en œuvre entre autres à travers des programmes communautaires incluant des actions facilitant le dialogue et la réconciliation entre différentes communautés, favorisant la réintégration des retournés et éventuellement des miliciens, et finalement favorisant la réduction de la violence afin de promouvoir un environnement favorable au retour de l'activité économique. Elles seront complémentaires avec d'autres actions mises en œuvre par d'autres instruments de l'UE.

Compte tenu du fait que les actions envisagées devront soutenir un processus holistique de développement local, tous les acteurs intervenant aux différents niveaux sectoriels (macro/méso/micro) seront impliqués. En ligne avec les actions actuelles financées par le Fonds Bêkou, le niveau macro soutiendra la formulation des politiques et la coordination sectorielle, via une assistance technique au niveau des ministères; le niveau méso appuiera le renforcement des capacités des institutions sectorielles régionales, des préfectures, etc. et le niveau micro fournira un soutien direct aux communautés locales. À titre d'exemple, il s'agira des acteurs suivants:

Macro: ministères techniques pour la définition et vulgarisation des politiques et stratégies pour soutenir le secteur agropastoral, le développement local et la gestion durable des ressources en lien avec les bailleurs de fonds.

Méso: les services décentralisés (ACDA, ANDE), la FNEC, la chambre d'agriculture, l'ICRA qui peuvent offrir toute une panoplie de services d'appui/conseil aux communautés de base; secteur privé.

Micro: les acteurs de la société civile, les organisations paysannes, des jeunes et des femmes; les ONG internationales et nationales, les autorités locales et les leaders communautaires, etc.

Lors de la stabilisation du contexte sécuritaire et en visant à renforcer la résilience et à décentraliser les services essentiels, cet appui prévoit l'expansion dans des zones qui sortent actuellement d'une phase d'urgence chronique. Dans ces conditions, les actions auront un caractère multisectoriel et feront partie de la provision d'un «paquet-minimum» de services aux populations locales.

4.3 Intégration des questions transversales

- **renforcement des capacités locales et nationales:** l'objectif consistera à renforcer les capacités des acteurs locaux dans les domaines techniques, organisationnelles, de gouvernance aussi bien que la gestion des projets dans une optique de pérennisation et d'appropriation locale de l'action. Un accent sera mis aussi sur la recherche et l'implication des centres de recherche nationaux (Laboratoire d'économie rurale et de sécurité alimentaire (LERSA), Laboratoire des sciences biologiques et agronomiques pour le développement (LASBAD)) dans l'analyse des résultats sur le terrain, l'application des bonnes pratiques et les changements de comportement.
- **cohésion intercommunautaire:** compte tenu des tensions persistantes au niveau inter- et intra-communautaire et des rôles que les différentes communautés ont joué et jouent aussi aujourd'hui au niveau local il est impératif de:
 - développer des analyses sensibles au conflit (approche «*do no harm*») avant d'initier des activités;
 - valoriser les liens marchands inter et intra-communautaires tout au long des filières;
 - sensibiliser les bénéficiaires de l'action à l'importance de la paix et du vivre ensemble.
- **genre:** les appuis envisagés devront s'appuyer sur une analyse sensible au genre pour mettre en exergue les relations hommes/femmes, les rôles, responsabilités, contraintes et atouts respectifs tout au long des actions envisagées.
- **jeunes et emploi:** il sera fondamental d'attirer les jeunes vers le secteur agropastoral en valorisant son attractivité en termes d'innovation/modernisation des pratiques, réduction de la pénibilité du travail, marges bénéficiaires plus importantes, création d'emplois, etc.
- **environnement:** des techniques innovantes qui respectent et valorisent l'environnement et l'association des pratiques élevage/agriculture seront fortement encouragées. Des évaluations d'impact environnemental spécifiques aux projets dans ce secteur seront réalisées en fonction de la nature des projets.

4.4 Contribution à la réalisation des ODD

Ce programme s'inscrit dans le Programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030. Programme intégré, basé sur une approche holistique, en mesure de générer des dividendes de la paix escomptés après la signature de l'APPR⁶, il contribuera aux trois objectifs de développement durable suivants: objectif 2: «Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable»; objectif 4: «Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie»; objectif 5: «Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles».

Le programme contribue collatéralement aux objectifs de développement durable suivants:

Objectif 7: «Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable»,

Objectif 8: «Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous»,

Objectif 10: «Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre»,

Objectif 16: «Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous».

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il n'est pas envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 48 mois à compter de l'adoption par la Commission de la présente décision de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S.O.

⁶ Accord politique pour la paix et la réconciliation nationale signé à Bangui entre le Gouvernement et 14 représentants de groupes armés, le 6 février 2019 à Bangui. Cet accord fait la part belle au sort des populations rurales et à l'articulation entre les activités agricoles et pastorales.

5.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et des procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE⁷.

5.4.1 Contribution au Fonds fiduciaire Bêkou

Le Fonds fiduciaire Bêkou est le véhicule privilégié pour ce secteur, surtout dans la phase initiale dans laquelle la présence de l'État sur le territoire est encore limitée par des contraintes sécuritaires.

Le Fonds fiduciaire Bêkou met en œuvre la contribution soit:

- directement (i) par les services de la Commission, y compris son personnel dans les délégations de l'Union sous l'autorité de leur chef de délégation respectif, (ii) ou par l'intermédiaire d'agences exécutives;
- ou indirectement avec des pays tiers ou les organismes qu'ils ont désignés, les organisations internationales et leurs agences, les organismes de droit public ou les organismes de droit privé ayant une mission de service public dans la mesure où ces derniers fournissent des garanties financières adéquates.

Les modalités précises de mise en œuvre seront déterminées dans le cadre de la formulation précise par le Fonds fiduciaire Bêkou.

L'assistance envisagée à la République centrafricaine doit se conformer strictement aux conditions et procédures prévues par les mesures restrictives concernant ledit pays. Ces critères et exigences sont considérés comme essentiels dans le cadre de l'accord à conclure avec le Fonds Bêkou.

5.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

⁷ www.sanctionsmap.eu Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

5.6 Budget indicatif

Intitulé	Montant prévu (EUR)
Coût total: contribution au Fonds fiduciaire Bêkou, y inclus visibilité/communication, audit, évaluation	26 000 000
Contribution de l'UE au sein de ce coût total	26 000 000

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Les fonds seront gérés conformément à la structure organisationnelle du Fonds Bêkou.

La stratégie globale est établie par le Conseil d'administration, où siègent, sous la présidence de l'Union européenne, les représentants des États membres et des donateurs ayant contribué au Fonds. Ensuite, le Comité de gestion sélectionne les projets. Celui-ci est composé, toujours sous la présidence de l'Union européenne, de représentants de tous les donateurs ayant contribué à hauteur d'un montant minimum de 3 000 000 EUR. Le gouvernement de la République centrafricaine joue un rôle actif dans chacun de ces deux organes. Enfin la gestion du Fonds relève d'une équipe restreinte qui coordonne et exécute les projets du Fonds et qui est dirigée par le gestionnaire du Fonds.

5.8 Suivi de la performance et des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (produits et effets directs).

Les indicateurs du cadre de résultats du Fonds Bêkou, établi en novembre 2018, seront pris en considération. Toute action financée par le Fonds Bêkou inclura une matrice indicative du cadre logique qui alimentera éventuellement le cadre de résultats.

Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

Eu égard à l'importance de l'action, si les conditions d'accès le permettent, il sera procédé à une évaluation à mi-parcours et/ou à une évaluation finale de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants commandés par la Commission.

L'évaluation à mi-parcours serait réalisée à des fins de résolution de problèmes et d'apprentissage, en particulier en ce qui concerne la synergie et complémentarité avec les secteurs de concentration du PIN RCA et les autres instruments thématiques.

L'évaluation finale serait réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris pour la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait qu'il s'agit d'une action innovante en RCA.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins deux mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur facilitant l'accès aux locaux et activités du projet, dans la mesure du possible.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Les marchés des services d'évaluation seront conclus au sein du Fonds Bêkou.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Le financement de l'audit sera couvert par le Fonds Bêkou.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations juridiques pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité, qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine.

En ce qui concerne les obligations juridiques en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités responsables. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Les plans de communication et de visibilité des actions découlant de cette mesure, ainsi que les obligations contractuelles adaptées, seront établis sur la base des exigences de communication et de visibilité applicables aux actions extérieures de l'Union européenne (ou de tout document ultérieur).

Un marché de services, pour la communication et la visibilité, sera conclu au sein du Fonds Bêkou.

6 CONDITIONS PREALABLES

S.O.

APPENDICE – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE

Cette matrice est élaborée à partir du cadre logique du programme indicatif national (PIN) entre l'Union européenne en faveur de la République centrafricaine (2014-2020) – 11^e FED.

Il est à noter que le cadre de résultats (CdR) du Fonds Bêkou a été adopté en novembre 2018. Le développement du CdR est conforme, dans la mesure du possible:

- Au CdR de l'UE/DEVCO, qui constitue un outil essentiel pour les rapports sur les actions externes. Dans le document, les indicateurs qui suivent le CdR de la DEVCO sont soulignés en vert.
- Au CdR de la RCPCA, afin de montrer notre alignement sur les politiques et, éventuellement, d'alimenter les indicateurs nationaux. Dans le document, les indicateurs qui suivent le CdR du RCPCA sont soulignés en orange.
- Aux efforts de la Commission européenne, ainsi que d'autres bailleurs, d'aligner les actions externes aux objectifs de développement durable (ODD). Par conséquent, tous les indicateurs sont liés à un ODD spécifique.

Ce document évolutif sert comme base pour le développement du cadre logique des toutes les actions du Fonds. Par conséquent, dès la formulation de chaque nouvelle action, une fiche d'action sera présentée où la matrice indicative du cadre logique sera intégrée.

* Indicateurs repris du cadre des résultats de DEVCO

<u>Secteur 3: Résilience rurale et création d'emploi</u>		
Objectif Général: Favoriser une dynamique de croissance durable et de création d'emploi dans les secteurs productifs en RCA.		
Objectif spécifique 1: L'agriculture de subsistance pour réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition est appuyée.		
	<i>Indicateur</i>	<i>Source de vérification</i>
	> Proportion de la population vivant avec moins de 1,25 USD par jour* (ventilé par sexe et âge, quand possible)	Banque mondiale
	> Part des revenus détenus par ceux dans les 40 % inférieurs de la distribution des revenus *	Banque mondiale

<i>Résultat 1.1: la sécurité alimentaire et la nutrition des communautés et ménages est renforcée.</i>	> Taux de prévalence de rachitisme et d'insuffisance pondérale (modérée et grave) chez les enfants âgés de 0 à 5 ans *	Organisation mondiale de la santé (OMS)
	> Taux de prévalence de sous-alimentation *	FAO
	> Nombre de personnes recevant un appui conseil agricole * (ventilé par sexe et âge, quand possible)	Ministère de l'agriculture/UE
	> Nombre de femmes en âge reproductif et enfants de moins de 5 ans bénéficiant de programmes de nutrition * (ventilé par âge, quand possible)	Ministère de la santé/UE
	> Nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire recevant des transferts sociaux* (ventilé par sexe et âge, quand possible)	Ministère de la santé/UE
	> Nombre d'hectares d'écosystème (agricoles et agropastoraux) où des pratiques de gestion durables des terres sont introduites *	UE
Objectif spécifique 2: Les filières de production/chaînes de valeur les plus prometteuses et résilientes aux changements climatiques sont promues en fonction du contexte local.		
	<i>Indicateur</i>	<i>Source de vérification</i>
<i>Résultat 2.1: la productivité agricole est améliorée.</i>	> Valeur ajoutée agricole mesurée en rendement céréalier moyen par ha (proxy) *	Ministère de l'agriculture/Banque mondiale
	> Nombre de personnes ayant accès à des routes en bonnes conditions en toutes saisons * (ventilé par sexe et âge, quand possible)	Ministère des transports
	Volume total (km) de routes construites, réparées, entretenues avec l'aide de l'UE*	Ministère des transports/UE
	> Nombre de caisses de résiliences, «champs-écoles-paysans», et groupes d'agri-multiplicateurs appuyées	Ministère de l'agriculture
	> Taux d'importation des produits agricoles par rapport au PIB	Ministère de l'économie

	> Pourcentage de la population ayant accès aux services énergétiques * (ventilé par sexe et âge, quand possible)	Ministère de l'énergie/Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (UN DESA)/BM
	> Volume de production d'énergie renouvelable produite avec l'appui de l'UE	Ministère de l'Agriculture/UE
Objectif spécifique 3: Les capacités techniques et professionnelles de la main d'œuvre répondent mieux aux besoins économiques et réalités sociales au niveau des filières agricoles.		
	<i>Indicateur</i>	<i>Source de vérification</i>
<i>Résultat 3.1: des formations techniques et professionnelles de qualité favorisent l'emploi productif.</i>	> Nombre de projets d'entrepreneuriats appuyés par l'UE	Ministère de l'économie
	> Nombre de personnes ayant bénéficié d'enseignement et de formation professionnels (EFP) et de politiques actives du marché du travail (PAMT) à travers l'appui de l'UE* (ventilé par sexe et âge, quand possible)	UE
	> Ratio homme/femme bénéficiant de formations avec l'appui de l'UE (ventilé par âge, quand possible)	Ministère de l'éducation nationale/UE
	> Nombre de petites et moyennes entreprises (PME) ayant bénéficié d'accès au crédit avec l'appui de l'UE*	UE
	> Ratio homme/femme bénéficiant d'accès au crédit avec l'appui de l'UE (ventilé par âge, quand possible)	UE